

RWANDA

Noirs et Blancs en couleur

De notre envoyé spécial

Fin de matinée ensoleillée à Kigali. Fusil-mitrailleur au bras, Emmanuel Limbioul monte la garde à l'angle d'un carrefour du centre-ville, près de l'école belge. C'est la sortie de la messe et une foule nonchalante et bigarrée envahit peu à peu les rues. Elle prête à peine attention au jeune para belge. « Le dimanche est un jour calme, raconte-t-il. Le grand marché n'ouvre pas et les seuls incidents à craindre se produisent au stade de football, qui attire un monde fou. » Emmanuel, originaire de Saint-Georges, en région liégeoise, ne cache pas sa joie de rentrer dans quelques jours en Belgique : « Quatre mois loin de chez soi, c'est long, confie-t-il. Surtout ici, où nous ne pouvons rien faire. »

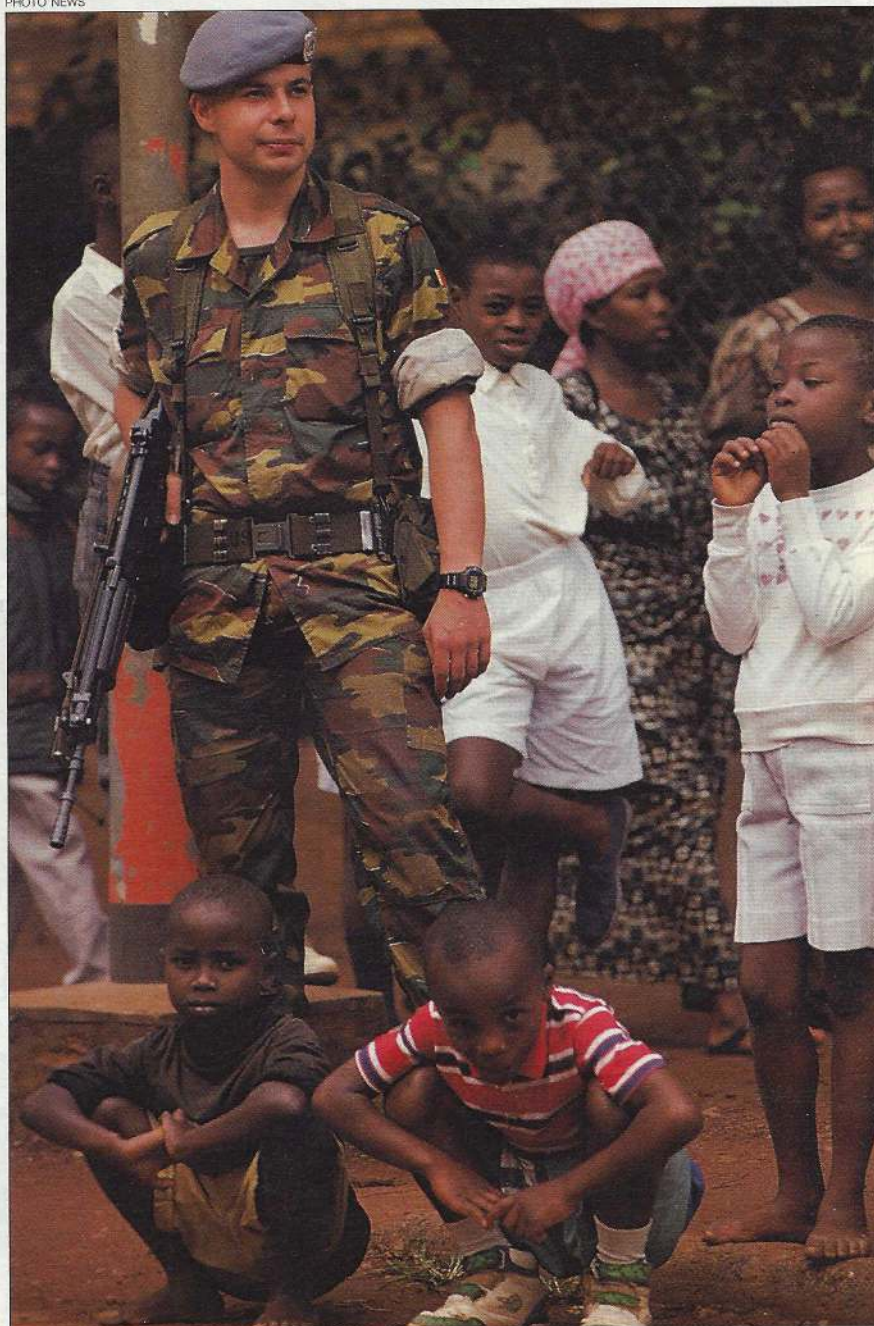
Les Casques bleus belges de la Minuar, la force militaire des Nations unies pour le Rwanda, sont là pour « maintenir la paix », comme en ex-Yougoslavie. Pas pour faire le coup de feu. Ce mandat étriqué est d'autant plus frustrant que le vide du pouvoir à Kigali — le gouvernement de transition tarde à se mettre en place — les laisse dans une situation d'impuissance et d'incertitudes. « Au début, c'était la découverte, reprend le jeune homme. Maintenant, il faut avouer que nous ne pensons plus qu'à la paie. » Les paras belges percevront environ 100 000 francs net par mois de présence au Rwanda. Soit plus du double de ce qu'ils gagnent en Belgique.

CACHES D'ARMES

Dans cette ville de Kigali où les armes abondent, où des milices privées se sont constituées et où des coups de feu s'entendent chaque nuit dans certains quartiers, les Casques bleus n'osent pratiquement plus saisir des armes. « Au cours des premières semaines de la mission, nous avons pu désarmer des gens. Mais cela a créé pas mal d'incidents avec de hauts gradés rwandais. Il a fallu rendre les armes confisquées », admet le major Henri Kesteloot, chef des opérations sur le terrain. Ce para au physique de légionnaire de cinéma — taille imposante, crâne rasé, visage bronzé — impressionne fortement ses homologues bangladais, responsables du secteur nord de la ville, tandis que les Belges patrouillent au sud. « Chaque fois que des fusils ou des grenades sont

Les 400 hommes du 1^{er} détachement de Casques bleus belges au Rwanda auront quitté Kigali le 29 mars. Sans regrets. L'aventure rwandaise laisse un goût amer à nos paras, cibles de la propagande du régime et des vexations... des expatriés.

PHOTO NEWS



Kigali, dimanche. Emmanuel est de garde dans le centre-ville, envahi par une foule paisible sortie des églises.

25 mars 94

saisis, poursuit-il, nous laissons la gendarmerie locale s'occuper du problème. Qu'ils se débrouillent entre Rwandais ! » Les hommes de la Minuar ont pourtant des informateurs dans la ville. Ils leur ont indiqué où se trouvaient les caches d'armes. Mais les paras affirment qu'ils ne peuvent intervenir.

LÉGITIME DÉFENSE

De même, la légitime défense ne peut s'exercer que dans des limites étroites. « Si un Rwandais tire une balle dans la direction de notre patrouille, affirme Jean-Marc, un autre militaire du 1^{er} bataillon de Diest, nous avons pour consigne de répliquer de la même manière : l'un d'entre nous seulement a le droit de tirer une seule balle ! » Les Belges n'ont heureusement subi aucune perte, et le seul accident grave — la chute d'une Alouette II, qui a heurté un câble à haute tension, le 10 mars — n'a fait que deux blessés légers. « Mes collègues ont eu une chance inouïe », raconte Thomas Wittemans, pilote du seul et unique hélicoptère dont disposent encore les Casques bleus. L'autre appareil n'est plus qu'une carcasse noirâtre et informe abandonnée au bout de l'aéroport de Kigali.

Empêchés de mener réellement à bien leur mission, les Casques bleus belges se plaignent aussi d'être les victimes d'une campagne de « désinformation » orchestrée par une radio privée proche de la présidence rwandaise. A chaque coin de rue, on peut voir des habitants de la capitale l'oreille collée à leurs minuscules postes de radio. La fréquence est toujours la même : celle de RTLM, la radio des Mille Collines. « Cette station, où travaille notamment un journaliste belge, exploite le moindre incident, le plus insignifiant faux pas de mes hommes », affirme le lieutenant-colonel André Leroy, commandant du bataillon belge. Nous devons être sans arrêt sur nos gardes. »

Lors d'un contrôle de l'ONU sur la route de Gikondo, le 26 février dernier, des paras belges arrêtent une voiture. Ses deux occupants refusent de descendre. Le chauffeur redémarre en trombe, mais l'un des Casques bleus parvient à crever un pneu d'un coup de baïonnette. Pas de chance : à bord du véhicule se trouve la fille du chef d'état-major de l'armée rwandaise !

Les militaires belges changent la roue, s'excusent, mais l'incident n'est pas clos pour autant. RTLM fait savoir dans l'heure que les Casques bleus ont molesté et violenté Mlle Brigitte Serubuga, qu'elle a dû abandonner son véhicule dont les quatre pneus ont été crevés et la clef jetée dans la nature !

Quelques semaines plus tard, un officier supérieur des FAR (Forces armées rwandaises) a été, affirme la radio, harcelé dans sa résidence par des éléments belges de la Minuar. « En fait, l'un de nos sergents s'est fait presque écraser par une jeep dont les

« l'insécurité est toujours grandissante dans la ville ». Une autre lettre épingle le laisser-aller des paras : « Ils patrouillent en laissant un pied pendre en dehors de leur jeep et fument la cigarette aux contrôles routiers »...

Selon certains militaires belges, ces lettres n'ont pas le style épistolaire des Africains. Ils suspectent plutôt, en le disant à demi-mot, les milieux d'expatriés belges. Ces derniers n'ont, estiment-ils, pas accueilli avec beaucoup de chaleur l'arrivée de la Minuar. « Nous avons demandé à leur club sportif de pouvoir utiliser la piscine et

les installations, raconte un officier para. Il nous a été répondu que nous pouvions éventuellement venir, mais pas les week-ends ni les mercredis, pas au bar du club, et à condition de laisser nos véhicules le plus loin possible ! »

Les paras assurent aussi la sécurité à la sortie de l'école belge. Les jeunes filles qui y suivent les cours ont dès lors eu l'occasion de sympathiser, voire de flirter avec l'un ou l'autre jeune militaire en faction. « Les parents ont menacé leurs filles de les renvoyer en Belgique si elles continuaient à nous adresser

la parole ! déplore Marco, un Casque bleu de 19 ans. Ils nous dénigrent... sauf quand ils ont besoin de nous d'urgence parce qu'il y a du grabuge la nuit autour de leur maison ! »

D'autres paras, anciens du Zaïre et de la Somalie, fréquentent plutôt les Rwandaises dans les boîtes de nuit de la ville. Malgré le couvre-feu, qui interdit toute circulation à partir de 22 heures, les militaires continuent à sortir au Kigali Night, Chez Lando, à l'Apollo Night et dans les autres restaurants-discothèques de la capitale. « Cette fois, à la différence de ce qui s'est passé à Kinshasa en 1991, le problème de la prostitution n'est pas nié par l'état-major, explique un para. Avant de quitter la Belgique, on nous a fait la leçon. Nous avons même eu la visite de malades atteints du sida ! Quelques têtes brûlées négligent toutefois les avertissements... » Le 29 mars, les 400 hommes du 1^{er} bataillon de Diest seront tous de retour en Belgique. Ils laisseront à d'autres Casques bleus le soin de sillonner Kigali la belle, ville de rumeurs et d'humeurs.

Olivier Rogeau ■



Aux contrôles routiers se produisent parfois certains incidents, exploités aussitôt par la radio des Mille Collines, très écoutée à Kigali.

occupants avaient au préalable tenté de le racketter, explique le lieutenant Pierard. Ayant reconnu le véhicule, il a appelé ses hommes et s'est rendu chez le propriétaire. Pour se venger, il a alors lancé stupidement des pierres en direction de sa maison. » Le sergent a été rappelé en Belgique et l'officier rwandais a retiré sa plainte.

LETTRES ANONYMES

Les lettres anonymes anti-Casques bleus belges affluent au quartier général des forces de l'ONU. Elles sont adressées au secrétaire général de l'organisation, Boutros Boutros-Ghali, à son représentant au Rwanda, Jacques-Roger Booh-Booh, au commandant de la mission de paix, le général canadien Dallaire, aux diplomates... L'une d'elles dénonce l'« attitude partisane et peu rassurante des éléments du contingent belge » et exige que ceux-ci « cessent de se comporter comme une force d'occupation décidée à assujettir un peuple vaincu ». Plus loin, « on » regrette que, depuis le départ du détachement français (venu protéger la présidence et rassurer les expatriés),